

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Lettre-ouverte-de-James-Petras-au-President-SarkozyOpen-Letter-to-President-Sarkozy>

# Lettre ouverte de James Petras au Président SarkozyOpen Letter to President Sarkozy

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : vendredi 14 décembre 2007

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Par James Petras

[ANNCOL](#). Colombie le 13 décembre 2007.

[Leer en español](#)

**In english down this page**

J'ai lu avec grand intérêt la lettre que vous avez écrite à Manuel Marulanda, le dirigeant des FARC. Je partage avec vous cet élan humanitaire pour mettre fin à l'emprisonnement des prisonniers politiques en Colombie. Cependant, soyons clairs, de principes et réalistes à ce sujet : La liberté des prisonniers politiques détenus par les FARC dépend d'une contrepartie : la libération des combattants de la résistance des FARC, emprisonnés dans les donjons de l'Etat colombien.

Votre intervention spectaculaire et hautement médiatisée a concentré l'opinion publique mondiale sur les prisonniers détenus par les FARC, mais vous avez omis de mentionner la situation désespérée des prisonniers politiques détenus par le gouvernement colombien, qui sont torturés et brutalisés par un Président, dont les nombreux et très proches associés au Congrès attendent leur procès pour leurs liens de longue date avec les escadrons de la mort paramilitaires et les narco-trafiquants.

Repartons de zéro, Monsieur le Président. Si vous voulez être un médiateur honnête ou un dirigeant humanitaire important, vous devez agir avec impartialité dans un esprit de réciprocité. Jusqu'à présent, vous avez agi de façon partielle, ce qui n'est pas favorable à une résolution positive d'échange de prisonniers. Dans vos courts appels, hautement médiatisés, vous n'avez pas agi de bonne foi et avec équanimité.

Par exemple, début décembre, vous avez appelé "solennellement" les FARC (spécifiquement leur Secrétaire, Manuel Marulanda) à libérer unilatéralement leurs prisonniers, dont Ingrid Betancourt, sans aucun appel parallèle au Président Uribe de libérer ses prisonniers et ceux détenus aux Etats-Unis. Votre appel ressemble plus à un coup de pub sans substance à la "solennité" théâtrale. Pensez-vous que le dirigeant légendaire le plus astucieux de la guérilla latino-américaine puisse être intimidé par votre rhétorique plaçant la responsabilité de la vie d'Ingrid Betancourt sur les épaules de Marulanda ? Votre moralité coloniale duale n'a convaincu personne et n'a certainement pas fait avancer le processus des négociations. Votre posture éthique a peut-être régalé, à Paris, quelques anciens maoïstes quinquagénaires devenus des philosophes à la petite semaine, mais elle n'a aucune place pour traiter avec des révolutionnaires sérieux et suffisants.

Permettez-moi de vous suggérer, puisque vous avez formé une telle relation charnelle avec votre "bon ami" le Président Bush, que vous retourniez vos charmes sur lui et que vous lui disiez de renvoyer en Colombie les deux dirigeants FARC qu'il détient, en échange des trois agents contre-insurrection, prisonniers dans une geôle des FARC et comme partie d'un échange global de prisonniers. La réciprocité, Monsieur, est sine qua non de toute négociation entre égaux.

Deuxièmement, vous avez formulé publiquement votre désaccord sur les "méthodes" et les "objectifs" des FARC, mais pas sur les méthodes d'Uribe. Ce n'est certainement pas une façon de commencer des négociations. Cela donne l'apparence qu'Uribe est un homme politique démocrate, ce qui est à l'opposé de tous les rapports des Nations-Unies, de la Colombie, de l'Organisation des Etats Américains, de l'Organisation Internationale du Travail, des Droits de l'Homme, qui montrent documents à l'appui que la Colombie est l'endroit le plus dangereux du monde pour les journalistes, les syndicalistes, les avocats des droits de l'homme et les leaders paysans, à cause du terrorisme soutenu par l'Etat. Il est audacieux de votre part, Monsieur le Président, de mettre en doute les

qualifications morales des FARC, alors que vous-même et votre Ministre des Affaires Etrangères, Bernard Kouchner, avez donné à l'Etat d'Israël votre soutien sans condition, malgré le fait qu'ils détiennent plus de 10.000 prisonniers politiques, dont la plupart a été brutalement torturée et dont beaucoup n'ont jamais été mis officiellement en accusation ou jugés. Un régime comme le vôtre, dont les ministres des affaires étrangères donnent leur aval à l'étranglement économique de tout le peuple de Gaza (en coupant la nourriture, les médicaments, l'eau et l'électricité) et au bain de sang étasunien en Irak, n'a aucune autorité morale pour donner des leçons sur les "méthodes" et les "objectifs". Monsieur le Président, je m'en tiendrai à ce sujet : Les FARC ne détiennent pas 10.000 prisonniers politiques, à l'instar de votre allié, l'Etat juif ; il n'envahit pas non plus, ni ne colonise des pays indépendants comme le fait votre "bon ami", le Président Bush. Maintenant que j'ai levé le voile sur l'hypocrisie gauloise, tournons-nous vers quelques-unes des vraies questions dont dépend l'ouverture des négociations.

### **Le lieu des négociations.**

L'insistance des FARC sur un lieu spécifique n'est pas un choix de feuillage et de faune, mais une garantie de leur sécurité face aux nombreux accords que le régime d'Uribe a rompus. Monsieur Sarkozy, votre insistance, oui, votre exigence, pour une "preuve photographique" montrant qu'Ingrid Betancourt est en vie a conduit au tout dernier exemple qu'Uribe n'est pas digne de la moindre confiance : Les émissaires qui transportaient ces "preuves" vers vous, par l'intermédiaire du Venezuela, ont été arrêtés et emprisonnés, violant ainsi ouvertement l'entente implicite de sauf-conduit entre vous-même, le Président Uribe et le Président Chavez.

Entre 1984 et 1990, les FARC ont réussi à se mettre d'accord avec les Présidents Betancourt et Gaviria pour donner une chance au processus électoral. Un grand nombre d'anciens membres des FARC ont formé l'"Union Patriotique" (UP) avec d'autres personnalités progressistes et des groupes de gauche. Au cours de 5 années, plus de 5.500 membres de l'UP ont été assassinés, dont deux candidats à la présidence, détruisant ces méthodes électorales si chères à votre coeur. Monsieur le Président Sarkozy, je porte ces événements à votre attention, au cas où vos conseillers auraient omis de vous informer sur les dangers et les écueils auxquels est confrontée toute négociation des FARC avec le gouvernement colombien. Qui plus est, l'insistance des FARC pour un lieu de négociation est destinée à protéger ses dirigeants et ses négociateurs de toute manoeuvre soudaine d'Uribe pour rompre les négociations et capturer ou tuer les dirigeants des FARC.

Vous devriez avoir conscience qu'Uribe a joint à son appel pour une zone démilitarisée réduite une récompense de 100 millions des dollars pour les membres des FARC qui assassinerait leurs dirigeants ou qui les livreraient à l'armée colombienne.

### **L'imposition unilatérale de conditions par Uribe**

Monsieur le Président Sarkozy, comme vous le savez parfaitement, pour entrer dans toute négociation, un camp ne peut pas imposer unilatéralement et arbitrairement des conditions qui nuisent au camp opposé, comme Uribe l'a fait. Le Président "paramilitaire" a non seulement décidé de la localisation, mais aussi de la longueur et de la largeur de la zone démilitarisée, du temps limité imparti pour un règlement, de l'attitude ultérieure des combattants de la résistance libérés et d'une visite de la Croix-Rouge à la prison clandestine des FARC, tout en insistant sur la caractérisation diffamatoire de ses partenaires de négociation.

La taille réduite de la région démilitarisée (de même que son choix sur le temps imparti) soulève une suspicion profonde sur les motivations du gouvernement [colombien]. Une zone démilitarisée plus petite rend plus facile pour le régime d'Uribe d'envahir et de capturer les négociateurs des FARC. Une zone démilitarisée plus grande n'affecte pas les questions d'importance qui doivent être négociées ; elle faciliterait les négociations en accroissant la sécurité des négociateurs.

Ensuite, les négociations ne peuvent pas être arbitrairement décidées au cours d'un seul mois, alors qu'il y a de nombreuses questions de grande complexité qui ont besoin d'être résolues : Tout d'abord l'inclusion des deux dirigeants FARC emprisonnés aux Etats-Unis, grâce à leur transfert arbitraire par Uribe.

Il n'y a aucun moyen au monde pour que les FARC acceptent de permettre à une délégation de la Croix-Rouge de rencontrer les prisonniers politiques qu'ils détiennent, ce qui faciliterait les conseillers étasuniens d'Uribe, disposant d'une haute technologie, à détecter et à attaquer la localisation des FARC. L'obsession malade d'Uribe d'annihiler physiquement les FARC, comme le montre sa dernière éruption, devrait plaider pour qu'il renonce à son exigence d'une assistance humanitaire de la Croix-Rouge.

Il est inutile de dire que l'appel d'Uribe à ce que l'Eglise "impartiale" assiste aux négociations est une blague de mauvais goût : L'Eglise a été l'apologiste sans réserve d'Uribe, de son organisation politique et de ses Sénateurs et Députés des escadrons de la mort emprisonnés (trente en tout). Il y a plusieurs groupes colombiens de défense des droits de l'homme, qui ont été internationalement reconnus pour leur courage et leur impartialité, y compris "Justice et Paix" et "Reinciar", qui peuvent mieux servir de tout rôle intermédiaire.

Monsieur le Président Sarkozy, malgré vos limites et votre posture morale prévisible, vous avez réussi à révéler la politique dangereuse d'Uribe qui ne marche pas, consistant à "libérer" par la force les prisonniers détenus pas les FARC. Vous avez, au moyen de promesses et de menaces, amené Uribe à accepter partiellement l'exigence raisonnable des FARC d'une zone démilitarisée pour les négociations. Cependant, les concessions apportées par Uribe sont insaisissables : ce qu'il donne d'une main, il le reprend de l'autre ; il multiplie les conditions inacceptables, précisément pour saper les négociations. Parce que c'est dans les détails que le processus avancera.

A présent, voici le danger, Monsieur le Président. Votre geste d'ouverture et, qui plus est, la pression que vous avez exercée pour sécuriser un terrain pour les négociations vous a gagné le soutien d'un grand nombre de citoyens français profondément engagés dans la libération de leur compatriote, Ingrid. Je ne vous le reprocherai pas ; vous vous êtes intéressé, vous avez parlé, vous avez agi, mais vous n'avez pas encore réussi.

Pour commencer ne serait-ce que les négociations, vous devez une fois encore convaincre Uribe d'être raisonnable (au moins à la face du reste du monde), d'oublier ses agendas secrets, d'accéder à la demande d'une zone sûre et démilitarisée de dimension adéquate et de donner aux négociateurs le temps approprié pour résoudre leurs différences. Dans des circonstances normales, M. le Président, vous devez admettre que ce sont des exigences raisonnables. Mais comme vous devez le savoir, Uribe n'est ni un négociateur de bonne foi, ni disposé à un règlement équitable. Vous faites la une des médias. Vous disposez d'un large soutien national et international. Vous disposez de toute la crédibilité politique (et du pouvoir) pour persuader, faire pression sur Uribe et le tirer vers la table des négociations pour libérer Ingrid et les autres, de même que les 500 prisonniers FARC qui pourrissent dans les trous tuberculeux de la Colombie et des Etats-Unis. La réussite ou l'échec se trouve désormais entre vos mains. Vous avez assumé le devoir solennel de libérer Ingrid. Espérons que vous serez fidèle à votre responsabilité.

Fraternellement,

James Petras

\* **James Petras** est professeur émérite de sociologie à l'université Binghamton de New York. Il participe depuis 50 ans à la lutte des classes et il est conseiller juridique des sans-terre au Brésil et en Argentine.

Source : [Questions critiques](#)

\*\*\*\*

## Open Letter to President Sarkozy On the Humanitarian Exchange of Political Prisoners in Colombia and the United States

By JAMES PETRAS

[Counterpunch](#)

. December 12, 2007.

I read with great interest your letter to FARC leader Manuel Marulanda. I share with you a humanitarian impulse to end the imprisonment of political prisoners in Colombia. However let us be clear, principled and realistic about this : The freedom of the political prisoners of the FARC is dependent on a quid pro quo - the liberation of the resistance fighters of the FARC in the dungeons of the Colombian state.

Your dramatic and highly publicized intervention has focused world public opinion on the prisoners held by the FARC, but you failed to mention the plight of the Colombian government's political prisoners, tortured and brutalized by a President, whose many closest Congressional associates are awaiting trial for their long-term ties to the paramilitary death squads and narco-traffickers.

Let us begins anew, President Sarkozy. If your want to be an honest mediator or consequential humanitarian leader you must act impartially with a spirit of reciprocity. You have, up to now, acted in a one-sided manner, which is not conducive to a positive resolution of the interchange of prisoners. In your short, highly publicized appeals you have not acted in good faith and equanimity.

For example, early in December you appealed 'solemnly' to the FARC (specifically to its Secretary Manuel Marulanda) to unilaterally release its prisoners including Ingrid Betancourt without any parallel appeal to President Uribe to release his prisoners and those held in the United States. Your appeal resembled more a publicity stunt with its empty substance and theatrical 'solemnity'. Do you think Latin America's most astute and legendary guerrilla leader would be intimidated by your rhetoric putting the onus 'for the life' of Ingrid on Marulanda's shoulders ? Your colonial double morality convinced no one and certainly did not advance the process of negotiations. Your ethical posturing may delight some middle age, ex-Maoists-turned soap opera philosophers in Paris, but has no place in dealing with serious and consequential revolutionaries.

Let me suggest that, since you have formed such a carnal relation with your 'good friend' President Bush, you turn your charm on him and tell him to return the two FARC leaders back to Colombia as part of the prisoner exchange for the three US counter-insurgency operatives serving time in a FARC jail. Reciprocity, Sir, is sine quo non of any negotiations among equals.

Secondly you have made a public issue of condemning the 'methods' and 'goals' of the FARC - but not Uribe. This is certainly not a way to begin negotiations. It gives the appearance that Uribe is a democratic politician which goes contrary to every United Nations, Colombian, Organization of American States, International Labor Organization, human rights report which document that Colombia is the most dangerous place in the world for journalists, trade unionists, human rights lawyers and peasant leaders because of state-sponsored terrorism. It is presumptuous of you, President Sarkozy, to question the moral credentials of the FARC since you and your Foreign Minister Kouchner have given the State of Israel your unconditional support despite the fact that they hold over 10,000 political prisoners, most of whom have been brutally tortured and many have never been officially charged or brought to trial. A regime like yours, whose foreign minister endorses the economic stranglehold (cutting food, medicine, water and electricity) on an entire people in Gaza and the US bloodbath in Iraq, has no moral authority to give lectures in 'methods' and 'goals'. Let me speak to the point, Mr. President : The FARC neither hold 10,000 political prisoners like your ally, the Jewish State, nor invades and colonizes independent countries like your 'good friend' President Bush.

So having lifted the veil of Gallic hypocrisy, let us turn to some of the real issues that confront the opening of negotiations.

### **Location of the negotiations**

The FARC's insistence on a specific location is not a choice of foliage and fauna, but a guarantee of their security in the face of numerous broken agreements with the Uribe regime. President Sarkozy, your insistence on, indeed demand for, 'photographic proof' of the survival of Ingrid Betancourt led to the most recent example of Uribe's fundamental untrustworthiness : The emissaries carrying the 'proofs' to you via Venezuela were arrested and jailed, blatantly violating an implicit understanding of safe conduct among yourself, President Uribe and President Chavez.

Between 1984-1990, the FARC reached an understanding with Presidents Betancourt and Gaviria to give the electoral process a chance. Many former FARC members with other progressive individuals and leftist groups formed the 'Patriotic Union' (UP). In the course of 5 years, over 5500 members of the UP were murdered, including two Presidential candidates, destroying those electoral methods so close to your heart. President Sarkozy, I call these events to your attention, in case your advisers have failed to inform you of the dangers and pitfalls facing any FARC negotiations with the Colombian Government. More to the point, the FARC's insistence on location is to protect its leaders and negotiators from any sudden move by Uribe to break off negotiations and capture or kill FARC leaders.

You should be aware that Uribe has accompanied his call for a reduced territorial de-militarized zone with a \$100 million dollar reward to FARC members to assassinate or turn over their leaders to the Colombian Army.

### **Uribe's Unilateral Imposition of Conditions**

President Sarkozy, as you well know, to enter into any negotiations, one side cannot unilaterally and arbitrarily impose conditions that prejudice the other side, as Uribe has done. The 'paramilitary' President has not only decided the location, but also the length and breadth of the de-militarized zone, the limited time span for a settlement, the subsequent behavior of the released resistance fighters and a Red Cross visit to the clandestine jail of the FARC, as well as insisting on a slanderous characterization of his negotiating partners.

The reduced size of the de-militarized region (as well as its choice and time span) raises deep suspicion about the motives of the government. A smaller demilitarized zone makes it easier for the Uribe regime to invade and capture FARC negotiators. A larger de-militarized zone does not affect the substantive issues to be negotiated ; it facilitates negotiations by increasing the security of the negotiators.

Secondly, the negotiations cannot be arbitrarily decided in the course of a single month as there are numerous issues of great complexity that need to be resolved : First and foremost the inclusion of the two FARC leaders jailed in the United States thanks to their arbitrary transfer by Uribe.

There is no way in the world that the FARC will agree to allowing a Red Cross delegation to FARC's political prisoners, which facilitates Uribe's US high tech advisers to detect and attack FARC's location. Uribe's insane obsession to physically annihilate the FARC as shown in his latest outburst should lay to rest his claim for Red Cross humanitarian assistance.

Needless to say, Uribe's call on the 'impartial' Church to assist in negotiations is a joke in bad taste : The Church has been an uncritical apologist of Uribe, his political organization and his jailed death-squad Senators and Congress-members (thirty in number). There are several Colombian human rights groups, which have been

## Lettre ouverte de James Petras au Président Sarkozy / Open Letter to President Sarkozy

---

recognized internationally for their courage and impartiality including Justice and Peace and Reinciar that can better serve any intermediary role.

President Sarkozy, despite the limitations and your predictable moral posturing, you have successfully exposed Uribe's failed and dangerous policies of 'freeing' the FARC prisoners by force. You have, through promises and threats, got Uribe to partially agree to the reasonable FARC demand for a de-militarized zone for the negotiations. Concessions wrought from Uribe however are elusive - what he gives with one hand, he takes back with the other : He multiplies unacceptable conditions precisely to undermine the negotiations. For it is in the details that the process will progress.

Now here is the danger, President Sarkozy. Your opening gesture, and more your successful pressure to secure a terrain for negotiations has won you the support of many French citizens deeply committed to the freeing of their compatriot, Ingrid. You have become the darling of the French and Western media. I will not hold that against you ; You took interest, you spoke, you acted but you have not yet succeeded.

To even begin the negotiations, you must once again convince Uribe to be reasonable (at least to the rest of the world), to forget his hidden agendas and to accede to a safe and secure demilitarized zone of adequate size and give negotiators adequate time to resolve their differences. Under normal circumstances, Mr. President, you must admit these are reasonable demands. But as you must now know, Uribe is neither a willing negotiator nor disposed to an equitable settlement. You have the media spotlight. You have wide domestic and international support. You have all the political credibility (and power) to persuade, pressure or drag Uribe to the negotiating table to free Ingrid and the others as well as the 500 FARC prisoners rotting in the TB holes of Colombia and the US. Success or failure is now in your hands, President Sarkozy. You have assumed the solemn duty to free Ingrid. Let us hope you live up to your responsibility.

Fraternally,

James Petras

\* **James Petras**, a former Professor of Sociology at Binghamton University, New York, owns a 50 year membership in the class struggle, is an adviser to the landless and jobless in Brazil and Argentina and is co-author of Globalization Unmasked (Zed). His new book with Henry Veltmeyer, Social Movements and the State : Brazil, Ecuador, Bolivia and Argentina, will be published in October 2005. He can be reached at : [jpetras@binghamton.edu](mailto:jpetras@binghamton.edu)